

LA PAYSANNERIE ET RURALITE

I- Généralité :

Classe occupée dans la production agricole et ayant en sa possession ou bien en jouissance, à des conditions déterminées, les moyens de production indispensables. Classe principale sous la féodalité, elle fut opprimée et exploitée par les propriétaires fonciers (féodaux). La paysannerie menait contre ces derniers une lutte qui se transformait en longues et opiniâtres guerres paysannes. Sous le capitalisme, elle se désintègre en couches distinctes : paysans pauvres, paysans moyens et bourgeoisie rurale. Ruinée, dépossédée de ses terres, elle se transforme en un prolétariat rural qui vient grossir les rangs du prolétariat urbain.

II- Transformations du monde agricole :

Jusqu'en 1945, la France ne s'était pas encore totalement engagée dans le processus d'industrialisation. Cette réalité a été observée et diversement appréciée par les historiens : certains y voient la confirmation de la thèse du « retard hexagonal » ; d'autres, plus nombreux aujourd'hui, mettent l'accent sur la constitution d'un « mode de développement original ».

Quoiqu'il en soit, à partir des années 1950, la mutation de l'économie française s'accélère. La part de la population active agricole décroît alors régulièrement : 27% en 1954, 15% en 1968, 6% en 1990.

Cette diminution traduit la disparition du monde paysan traditionnel, centré sur l'autoconsommation, l'épargne et le culte des vertus ancestrales. A la place, émerge une agriculture de type capitaliste, sous la pression de l'intensification des échanges et de l'Europe verte.

Avec la réalisation de l'espace communautaire, il faut être maintenant compétitif. L'agriculture moderne repose sur une utilisation de plus en plus importante de consommations intermédiaires, et sur la commercialisation des produits.

Dans ce contexte, les ouvriers agricoles sont concurrencés par les machines, et les petits paysans voient leurs effectifs diminuer peu à peu.

Les jeunes agriculteurs sont mieux formés que leurs aînés, ils prolongent leurs études et n'hésitent pas à investir et à solliciter les banques.

La contrainte est, en effet, très forte : se développer ou périr. Aujourd'hui, les exploitants sont de véritables chefs d'entreprise et ils en revendiquent d'ailleurs le titre.

En outre, le travail de la terre est de moins en moins coupé des **activités industrielles** ou **tertiaires**. Avant de se lancer dans une production, il convient d'étudier la **dynamique des marchés**, et la diffusion de la **micro-informatique** facilite les opérations de gestion.

Le **secteur primaire** n'est plus isolé : il est relié à l'ensemble de la société par un **tissu de relations**. Les travaux agricoles ressemblent de plus en plus aux autres activités.

Toutefois, ce mouvement n'est pas général. Avec la **crise**, le **déclin** n'est pas aussi accentué. Les difficultés rencontrées des positions de **repli** sur une **agriculture traditionnelle** où la part de l'**autosubsistance** est élevée. Les **gains** sont modestes, mais les risques de perte sont aussi minimisés. Les petits exploitants complètent leurs revenus par des **travaux saisonniers** ou par l'**activité salariée** de leur **conjointe**. De telles **stratégies** vont de pair avec certaines aspirations comme le « **retour au terroir** » ou le « **besoin d'enracinement** ». On observe un regain d'intérêt pour les campagnes : loin des **nuisances** de la **ville**, les nouveaux ruraux cherchent à mettre en place un espace de **convivialité** et à développer des **courants d'échange** susceptibles de favoriser ceux qui restent attachés à la terre. Cf. les travaux de **B. Kayser, H. Mendras, M. Jollivet** et alii.